

# RÉSEAU-DESC

RAPPORT  
ANNUEL  
2023

Relier les luttes pour  
la justice sociale et les  
droits de l'Homme dans  
le monde



# TABLE DES MATIÈRES

Lettre du Conseil d'administration	3
DESC et ses membres : notre modèle de travail, nos principes fondamentaux et notre théorie du changement	5
Étude de cas sur le travail collectif : Faire avancer les alternatives féministes ancrées dans les soins, l'annulation de la dette et la justice climatique	7
Avis consultatif à la Cour interaméricaine sur le droit aux soins	8
Approfondir notre analyse commune et amplifier nos demandes collectives	9
Journée internationale des soins et du soutien de l'ONU	9
La finance perturbe, comme d'habitude	10
Placer les soins au cœur de la justice climatique lors de la COP28	10
Impacts du travail collectif et réflexions des membres	11
Informations financières du Réseau DESC	18
Nos soutie	19

# LETTRE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION



**Christiana Saiti Louwa**  
World Forum of Fisher People (WFFP) | Kenya



**Maha Abdallah**  
Palestine



**Ryan Schlieff (président)**  
International Accountability Project (IAP) | US



**Binota Moy Dhamai**  
Asia Indigenous Peoples Pact (AIPP) | Thaïlande

Cette année a été prometteuse, car les membres du Réseau-DESC ont renouvelé leur solidarité, approfondi leur analyse politique et revigoré leur plaidoyer collectif. Après les défis de la pandémie de COVID-19, nous avons pu reprendre pleinement les délégations de plaidoyer en personne et les réunions stratégiques connexes. Nous avons de nouveau élaboré des stratégies de campagne au-delà des journées d'action en ligne. Comme indiqué plus loin dans ce rapport, notre groupe de travail sur les mouvements sociaux a entrepris une visite de solidarité et un échange stratégique co-organisé par Abahlali baseMjondolo à Durban (février, Afrique du Sud). Cela a été complété par des ateliers de critique systémique sur l'économie politique de la violence (mars, Mexique) et sur les soins et la dette, ainsi que sur le climat (juin, Argentine). Collectivement, ces ateliers ont fourni des espaces aux mouvements sociaux, aux organisations de peuples autochtones, aux syndicats indépendants et à leurs dirigeantes féminines de base, ainsi qu'aux ONG alliées, pour approfondir l'analyse partagée des causes profondes de l'injustice, en examinant l'histoire du patriarcat, du colonialisme et du système économique dominant. L'analyse systémique qui en a résulté a, à son tour, aidé les membres à affiner leurs stratégies de changement.

Les membres du mouvement ont également commencé à réviser la Charte commune de lutte collective, en soulignant la polycrise de la dette, du climat et des soins, entrelacée avec la mainmise des entreprises sur les institutions gouvernementales et la prise de décision. Alors que les échecs du capitalisme néolibéral sont devenus de plus en plus évidents et flagrants, nombre de nos gouvernements ont été confrontés à une crise de légitimité. Les politiques autoritaires, religieuses et/ou ethno-nationalistes ont exploité la désillusion et la colère légitime des populations dans de nombreux contextes. En proposant une alternative progressiste, les mouvements ont renforcé l'accent mis sur le droit à l'autodétermination, en revendiquant le droit de façonner un avenir dirigé par la communauté, y compris des économies féministes de soins centrées sur l'égalité et la solidarité substantielles au sein et entre les pays.



**Debbie Stothard**  
ALTSEAN-Burma (Réseau alternatif de l'ASEAN  
sur la Birmanie) | Asie du Sud-Est



**Irene Escorihuela Blasco (Secrétaire)**  
Observatori DESC | Espagne



**Juana Toledo Pascual (Trésorière)**  
Consejo de Pueblos Wuxhtaj | Guatemala



**Chris Grove (ex officio)**  
directeur exécutif du Réseau DESC

La crise de légitimité à laquelle sont confrontés nos gouvernements s'est également répercutée dans les espaces intergouvernementaux. Alors que l'ONU est de plus en plus poussée à rechercher des financements privés, les espaces multipartites sont devenus de plus en plus courants, donnant aux puissants acteurs privés une place importante aux tables de décision. Les membres ont dénoncé cette tendance dans les préparatifs du Sommet de l'avenir de l'ONU. Lors de la COP28, confrontés à plus de 2 400 lobbyistes des énergies fossiles, les membres ont appelé à un financement climatique basé sur des subventions qui s'attaque aux inégalités historiques et qui soit transformateur en matière de genre, prévisible, accessible aux communautés en première ligne et fondé sur les droits humains. Les membres ont co-organisé des espaces et des actions populaires lors de la COP28 à Dubaï et parallèlement aux réunions du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale à Marrakech. Les actions ont exigé l'annulation des dettes illégitimes et insoutenables et ont lié la dette aux crises en cours en matière de soins et de climat. Les derniers mois de 2023 ont été catastrophiques, avec des crimes de guerre et un génocide en cours à Gaza et au Soudan, dans un contexte de militarisme et de répression croissants dans de nombreux contextes, constituant des tests existentiels de l'efficacité du système des Nations Unies.

Le moment politique actuel n'a fait que renforcer la nécessité de relier les luttes pour la justice sociale dans le monde entier. La solidarité pratique est le fondement, fondée sur la compréhension articulée par les membres selon laquelle « votre lutte est ma lutte » et que « je suis parce que nous sommes ». Nos principes fondamentaux ont à leur tour clarifié qui nous sommes ensemble, servant de modèle politique préfiguratif pour les futurs que nous voulons garantir. Ces principes reflètent également notre compréhension de ce qui est nécessaire pour obtenir un changement transformateur. Les mouvements sociaux doivent être centraux, mobilisant des communautés en pleine croissance pour exiger leurs droits. L'équilibre régional dans le leadership est une étape essentielle pour surmonter les héritages du colonialisme et de l'impérialisme. L'équilibre des sexes dans le leadership et l'analyse intersectionnelle féministe sont essentiels pour créer des mouvements et des revendications inclusifs et visionnaires face aux politiques autoritaires et réactionnaires. Pour approfondir les liens entre nos luttes et le pouvoir collectif de celles-ci, en construisant une analyse et une stratégie dirigées par nos membres et guidées par ces principes, nous avons lancé un processus d'évaluation, de débat et de consultation d'un an en vue d'une réunion de stratégie mondiale en septembre 2024.

# DESC, ce sont ses membres : notre modèle de travail, nos principes fondamentaux et notre théorie du changement



Dans les années 1970, le gouvernement kenyan a déplacé des centaines de familles Endorois de leurs terres ancestrales autour du lac Bogoria pour créer une réserve animale à des fins touristiques. Les membres du Réseau-DESC ont collectivement soutenu la communauté Endorois

Les origines du Réseau-DESC remontent à un petit groupe de mouvements sociaux, d'ONG de défense des droits humains et de défenseurs des droits humains qui se sont réunis autour d'une même reconnaissance du fait que bon nombre des injustices auxquelles ils étaient confrontés étaient de plus en plus de nature mondiale et enracinées dans des causes structurelles communes. Créé en 2003, le Réseau est devenu un espace permettant aux membres de relier leurs luttes entre différentes régions pour relever ces défis souvent systémiques. Reflétant une conception des droits humains comme étant fondés et réalisés à travers les expériences et les luttes vécues par les peuples, les membres ont défini la centralité des mouvements sociaux, une approche intersectionnelle mettant en avant l'analyse de genre, ainsi que l'équilibre régional et de genre, comme principes directeurs fondamentaux du Réseau-DESC. Ces principes fondamentaux ont été les piliers de notre modèle de travail dirigé par les membres, informant quatre stratégies principales au cœur de la théorie du changement du Réseau-DESC :

**La solidarité**, fondée sur la reconnaissance que « votre lutte est ma lutte », se manifeste par des mobilisations collectives via le système de solidarité du Réseau-DESC pour défendre les membres confrontés à des menaces ou à des attaques, en prenant en compte leurs revendications plus larges en matière de droits humains, en luttant contre l'économie politique de la violence et du racisme et en facilitant le soutien stratégique entre membres.

**L'apprentissage mutuel** via le partage interrégional d'expériences, de stratégies et de leçons est facilité par des échanges entre dirigeants locaux, des ateliers de litige stratégique et notre base de données de jurisprudence, des ateliers sur la sécurité et la protection et des webinaires multilingues. La solidarité et l'apprentissage mutuel nourrissent des relations de confiance et favorisent la construction de mouvements, qui sont à la base des deux autres éléments de notre théorie du changement.

**L'analyse partagée** des conditions mondiales et des trajectoires historiques qui sapent les droits humains, guidée par des communautés résistantes, est essentielle pour définir les enjeux, les stratégies et les demandes inclusives de changement systémique, comme le montrent notre Charte commune pour la lutte collective, l'Appel mondial à l'action en réponse au COVID-19, la Position collective sur les données pour les droits économiques, sociaux et culturels, les demandes collectives pour un nouveau pacte social mondial sur les soins et la série de bandes dessinées éducatives populaires sur l'emprise des entreprises sur les institutions gouvernementales et la prise de décision.

**L'action collective** – s'appuyant sur le pouvoir de plus de 300 membres divers dans 80 pays pour faire des droits humains et de la justice sociale une réalité pour tous – implique de répondre aux retombées de la pandémie et d'imaginer une « nouvelle normalité », de plaider pour une réglementation et des recours efficaces, de remettre en cause la dette illégitime et insoutenable en tant qu'obstacle à des sociétés fondées sur le soin des personnes et de la planète, d'intervenir dans des affaires juridiques clés, de lutter contre l'emprise des entreprises, de se mobiliser pour la justice climatique et de centrer les visions des mouvements populaires dans tous les efforts collectifs.

**Notre conseil d'administration, composé de sept personnes**, est élu tous les trois ans par et parmi les membres, sur la base de nos principes fondamentaux. Les groupes de travail du Réseau DESC, principal véhicule par lequel les membres concrétisent des objectifs communs, comprennent actuellement : Responsabilité des entreprises (CAWG), Politique économique (EPWG), Environnement et DESC (ESCER WG), Suivi des DESC (MWG), Mouvements sociaux (SMWG), Contentieux stratégique (SLWG) et Femmes et DESC (WESCR WG). Les membres ont de plus en plus donné la priorité à l'utilisation de la force diversifiée et collective du Réseau pour faire face à la complexité des défis et des crises interconnectés. De nombreuses initiatives sont désormais inter-groupes, notamment les luttes pour garantir les droits humains liés à la terre et à la justice climatique ; lutter contre la mainmise des entreprises sur les institutions gouvernementales et la prise de décision ; et faire progresser les DESC dans les situations de conflit.

**Le point de départ de tout travail collectif est l'expérience vécue, l'analyse et le leadership de ceux qui sont touchés de manière disproportionnée par les inégalités, l'appauvrissement, l'injustice et la destruction de l'environnement et qui y résistent – en particulier les femmes et les jeunes filles.** Cette base de référence éclaire tous les processus et politiques du réseau – de l'élaboration des positions politiques à la formation des structures de gouvernance en passant par la planification des réunions et ateliers stratégiques. Grâce à cet effort nécessairement sans fin pour vivre selon nos principes fondamentaux et créer cet espace horizontal et radicalement démocratique dédié à une humanité commune et à la dignité de tous, le réseau DESC pratique et modélise une politique préfigurative du type de monde que nous voulons construire et du système politique que nous voulons devenir.

# Étude de cas sur le travail collectif : faire progresser les futurs alternatifs féministes ancrés dans les soins, l'annulation de la dette et la justice climatique



XVème Conférence régionale sur les femmes en Amérique latine et dans les Caraïbes / Buenos Aires, 7 - 11 novembre 2022 / Photo : Nations Unies

Au cours des dernières années, les mouvements sociaux et les membres autochtones – avec les femmes leaders en tête – ont approfondi la collaboration entre les mouvements et la pollinisation croisée correspondante des revendications axées sur la lutte contre les intersections entre les soins, la dette et la justice climatique. Au début de la pandémie de COVID-19, les membres du groupe de travail Femmes et DESC (WESCR WG) ont créé et amplifié les demandes pour un nouveau pacte social transformateur sur les soins, fondé sur un cadre 6R – Reconnaissance, Redistribution, Réduction, dRoits, Représentation et Recadrage de l'économie en tant qu'économie de soins. Considérant les soins comme tout travail qui soutient la vie, le pacte social est une vision de grande envergure de la vie des personnes en tant que sujets interdépendants les uns des autres et de la nature, constituant un modèle de changement systémique vers des futurs alternatifs féministes plus justes, équitables et durables pour tous.



« Il ne s'agit pas seulement de reconnaître les soins, mais aussi de savoir comment transformer la politique économique, par exemple les politiques fiscales de redistribution, la politique de production ; « La relation avec les ressources, en particulier les ressources naturelles, et de réfléchir et de lutter pour des services publics plus nombreux et de meilleure qualité. Dans le Sud global, nous venons d'histoires diverses, mais le soin a toujours été au centre. Nous avons appris à ce sujet... des idées précoloniales et ancestrales qui ont centré et continuent de centrer le soin afin de reformuler l'économie pour parvenir à des économies de soin ».

**Ana Abelenda,**  
Association pour les femmes dans le développement, Global

## Avis consultatif à la Cour interaméricaine sur le droit aux soins

Après la XV<sup>e</sup> Conférence régionale sur les femmes en Amérique latine et dans les Caraïbes – « La société des soins : horizon pour une reprise durable avec l'égalité des sexes » (Argentine, novembre 2022), à laquelle les membres du GT FESCR ont participé avec le leadership des travailleurs domestiques, les États membres de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC) ont réaffirmé leur engagement de Buenos Aires (février 2023). Cet engagement mettait l'accent sur la nécessité d'adopter des cadres réglementaires qui garantissent le droit aux soins et de mettre en œuvre des politiques et des systèmes de soins complets pour assurer la transition vers une société de soins durable garantissant l'égalité des sexes. Les membres d'Argentine, du Mexique et d'ailleurs ont ensuite utilisé cet accord pour faire avancer le plaidoyer national en faveur de changements législatifs et politiques, l'Argentine demandant un avis consultatif à la Cour interaméricaine des droits de l'Homme (IACtHR) concernant le contenu et la portée des soins en tant que droit de l'Homme. Reconnaissant qu'il s'agissait d'une ouverture potentiellement révolutionnaire, un groupe interrégional de plus de 10 membres a soumis une intervention écrite à la Cour interaméricaine des droits de l'Homme, demandant la reconnaissance du droit aux soins comme un droit autonome, justiciable et exécutoire, interdépendant et indivisible des autres droits de l'Homme reconnus. Un représentant d'un membre argentin a présenté le pacte social sur les soins dans une déclaration orale à la Cour, soulignant les impacts disproportionnés des projets extractivistes et de la crise climatique sur les femmes.



« Lorsque les écosystèmes sont endommagés ou que les ressources se raréfient, les femmes sont confrontées à une plus grande charge de soins car elles doivent compenser la perte de ressources naturelles et la diminution des services écosystémiques. En outre, ce sont généralement les femmes qui subissent les plus grands impacts de la dégradation de l'environnement et du changement climatique, une situation qui reflète mais aggrave également les conditions d'inégalité, de marginalisation et d'exclusion qui ont un impact sur leur capacité à jouir de leurs droits de manière effective et en pleine égalité ».

**Cecilia Bustos Moreschi,**  
Fundación para el Desarrollo de Políticas Sustentables, Argentine

# Approfondir notre analyse commune et amplifier nos revendications collectives

Par la suite, en s'appuyant sur les précédentes grèves mondiales des femmes, les membres ont formulé des revendications pour le pacte social sur les soins et ont fait valoir l'analyse et la vision des travailleuses du secteur des soins le 8 mars, notamment par le biais d'une série d'actions sur les réseaux sociaux. Cela a été répété le 1er mai, en profitant de la Journée internationale du travail pour mettre en avant les droits des travailleuses du secteur des soins et la centralité des soins pour le bien-être des personnes et de la planète.



« Il est important d'élargir nos expériences territoriales avec d'autres et les relations avec les travailleuses domestiques et les organisations de femmes d'autres régions ».

**Claribed Palacios,**  
Union des travailleuses afrocolombiennes du service domestique,  
Colombie

En juin, une trentaine de membres du groupe de travail sur les droits de l'Homme et des droits économiques et sociaux (WESCR) et du groupe de travail sur les politiques économiques (EPWG) se sont réunis pour l'atelier de critique systémique « Centrer les soins, faire progresser la justice de la dette », en Argentine, pour explorer l'histoire et les utilisations de la dette, les origines du travail de soins sous-évalué et l'attaque néolibérale contre les services publics, ainsi que le rôle de la mainmise des entreprises sur les institutions gouvernementales et la prise de décision.



« J'ai vu le potentiel de défier le FMI et nos gouvernements ensemble. Cet échange a également été important pour nous aider, en tant que dirigeants, à revenir et à éduquer nos mouvements sur le rôle de ces institutions internationales, la nature de la dette et le potentiel d'une économie solidaire, qui est l'obligation de nos États de faire progresser. J'ai apprécié d'apprendre différentes pratiques, notamment les cuisines communautaires, sans le soutien du gouvernement. J'ai été encouragé par le potentiel d'unifier les luttes de nos mouvements à l'échelle mondiale ».

**Ezekiel Rema,**  
Muungano wa Wanavijiji, Kenya

## Journée internationale des soins et du soutien des Nations Unies

Le plaidoyer collectif ciblant les États progressistes a également contribué à obtenir l'instauration d'une Journée internationale des soins et du soutien des Nations Unies, adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies (juillet 2023). Bien que la résolution soit imparfaite, cette journée servira à sensibiliser à l'importance des soins et à la nécessité d'investir dans une économie des soins résiliente et inclusive, créant ainsi une nouvelle occasion pour les membres de promouvoir le pacte social sur les soins et les questions croisées de la dette, de la politique budgétaire et du climat.



« L'importance pour nous d'obtenir une reconnaissance dans notre secteur en tant que travailleurs domestiques repose sur notre importante contribution à une économie mondiale. La reconnaissance et l'accès à l'intégralité des droits humains et du travail sont fondamentaux pour parvenir à une économie équitable ».

**Norma Palacios,**  
Sindicato Nacional de Trabajadores y Trabajadoras del Hogar, Mexique

# La finance perturbe, comme d'habitude

Les membres ont ensuite transposé l'analyse collective et les revendications consolidées lors de notre atelier de critique systémique dans le plaidoyer ciblant les Assemblées annuelles du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale (BM) à Marrakech (octobre 2023). En parallèle, DESC a co-organisé la Semaine mondiale d'action pour la dette, le climat et la justice économique et le Sommet alternatif. Les actions en ligne et les événements parallèles menés par les membres mettant en avant les intersections entre les soins, la dette et le climat ont été des contributions uniques et importantes aux débats et à l'organisation de la société civile. Plus précisément, les membres ont exigé que le FMI et le GT annulent les dettes illégitimes et insoutenables, démocratisent le processus de la dette et éliminent les conditionnalités néfastes. Il s'agit d'étapes essentielles pour repousser efficacement les politiques extractivistes et d'austérité néolibérales qui sapent la prestation publique de soins, limitent les ressources pour faire face à la crise climatique et augmentent la précarité de tous les travailleurs, avec un impact disproportionné sur les pauvres et les femmes de la classe ouvrière.



« Il est apparu clairement au cours de nombreuses sessions que l'appel à l'annulation de la dette est bien vivant et bien présent dans les agendas féministes partout dans le monde, et que briser les chaînes de la dette est un combat essentiel auquel nous ne nous soustrairons pas, pour faire valoir nos droits et nous rapprocher de notre émancipation ».

**Mae Buenaventura,**  
Mouvement des peuples asiatiques sur la dette et le développement, Région



Les membres du Réseau DESC aux Assemblées annuelles du Fonds Monétaire International (FMI)/Banque Mondiale (BM) à Marrakech (octobre 2023).

## Mettre les soins au cœur de la justice climatique à la COP28

Lors de la vingt-huitième session de la Conférence des Parties (COP28) à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) à Dubaï, l'un des axes clés du plaidoyer des membres était de reconnaître que les femmes, dans toute leur diversité, sont touchées de manière disproportionnée par les pertes et les dommages causés par la crise climatique, notamment par l'augmentation des charges de soins. En parallèle, une approche fondée sur les droits pour valoriser et investir dans les soins peut contribuer à de véritables solutions climatiques. Les membres sont désireux de poursuivre ces efforts pour mener une campagne à l'échelle du réseau en faveur d'économies de soins féministes et régénératrices fondées sur des alternatives aux modèles dominants. Cela ciblerait probablement les institutions publiques ou intergouvernementales qui enracinent une dette insoutenable et injuste et l'utilisent comme levier pour imposer des réductions des dépenses publiques et une déréglementation du travail aux pays. La campagne pourrait également cibler les acteurs responsables de politiques qui nient, dévalorisent et/ou privatisent les soins, aggravent les crises climatiques et environnementales et/ou renforcent l'emprise des entreprises sur les décisions gouvernementales.



Les membres du Réseau DESC à la COP28 qui s'est déroulée du 30 novembre au 12 décembre 2023 à Dubaï, aux Émirats arabes unis.

# Impacts du travail collectif et réflexions des membres

## 1. Faire progresser la justice climatique

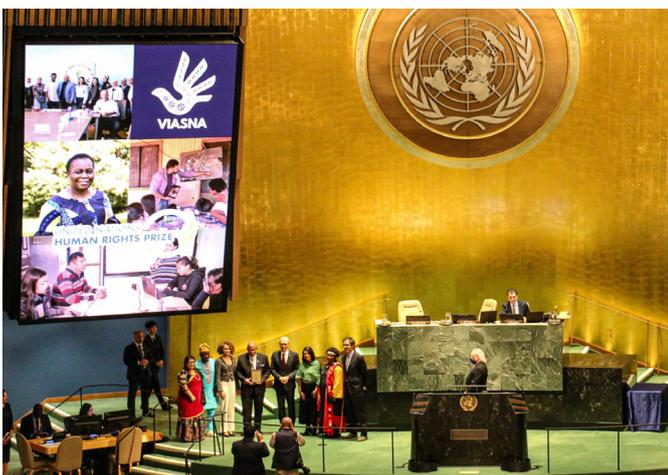
Lors de la COP28 à Dubaï, une forte délégation de membres, dont des représentants de peuples autochtones, de mouvements sociaux et de femmes dirigeantes, a contribué à garantir la mise en œuvre du Fonds pour les pertes et dommages et l'accord sur la « transition vers l'abandon » des combustibles fossiles. Au cours des négociations, les membres ont été les fers de lance d'une déclaration de la société civile à la Cour interaméricaine des droits de l'Homme, demandant une décision sur le droit à des réparations climatiques et sur les obligations des États au titre de la CCNUCC et au-delà. S'appuyant sur cette déclaration, neuf membres ont soumis une intervention collective à la Cour interaméricaine des droits de l'Homme dans le cadre de la demande d'avis consultatif du Chili et de la Colombie sur « l'urgence climatique et les droits de l'Homme » (décembre 2023).



Membres du Réseau DESC à la COP28

## 2. Célébrer le pouvoir collectif qui a obtenu le droit à un environnement sain

Plaider pour des données centrées sur les droits humains La Coalition mondiale pour la reconnaissance universelle du droit humain à un environnement propre, sain et durable a été l'un des lauréats du prestigieux Prix des droits de l'Homme des Nations Unies 2023 pour son rôle essentiel dans la défense de la reconnaissance du droit à un environnement sain par l'Assemblée générale des Nations Unies. Le Réseau DESC a joué un rôle central au sein de la coalition, renforçant la participation des membres autochtones et des mouvements.



Des représentants de la Coalition mondiale au siège de l'ONU à New York

### 3. Placer les savoirs des communautés au cœur de la lutte contre les impacts du changement climatique

Lors d'un atelier sur la conception de la recherche à Nakuru, au Kenya, plus de 15 membres de 9 pays ont lancé la deuxième itération de notre projet de recherche communautaire sur les pertes et dommages induits par le climat, en particulier les pertes non économiques (août 2023). Un groupe consultatif de membres soutient six mouvements sociaux et groupes de peuples autochtones – avec des femmes leaders de la base en première ligne – qui sont en première ligne des luttes pour la justice climatique pour façonner et mener des recherches ancrées dans une approche intersectionnelle féministe qui renforcera leurs luttes locales, ainsi que la campagne mondiale collective.



Taller del Proyecto CLR. Kenia, agosto de 2023



« Malgré les nombreux défis émergents sur notre chemin vers la réalisation de la justice climatique, le groupe de travail sur l'environnement et les DESC continue de démontrer son engagement et son soutien sans faille à la lutte pour le droit des peuples autochtones à l'autodétermination, y compris avec les Endorois au Kenya. [...] En utilisant la recherche menée par la communauté, l'Endorois Indigenous Women Empowerment Network documente les pertes et dommages subis par les Endorois en raison de la dépossession par le gouvernement kenyan en 1974 et maintenant par le changement climatique. [...] Avec le soutien du réseau DESC, nous luttons contre le changement climatique et l'utilisons comme une opportunité de transfert de connaissances intergénérationnelles, en associant les jeunes générations à la lutte pour les droits fonciers, qui se sentent souvent exclues des discussions ».

**Christine Kandie,**  
Endorois Indigenous Women Empowerment Network, Kenya

## 4. Exiger un traité contraignant pour mettre fin à l'impunité des entreprises

Les membres ont mené des mobilisations fructueuses pour protéger les négociations en vue d'un traité contraignant sur les entreprises et les droits de l'Homme lors de la neuvième session du groupe de travail intergouvernemental à composition non limitée des Nations Unies (octobre 2023), les efforts déployés tout au long de l'année pour pousser les États progressistes à s'approprier le processus se révélant décisifs. Une société civile unifiée et des pays du Sud alignés ont résisté à l'élimination de revendications de fond essentielles du projet de texte et à une proposition inattendue de démanteler le processus actuel par le biais d'une nouvelle résolution problématique des Nations Unies.



« Ne sous-estimons pas la valeur du processus de l'instrument juridiquement contraignant (LBI) et l'influence qu'il a aux niveaux national et régional. Nous mettons la barre très haut en tant que Réseau DESC. Même si cela semble un rêve lointain, nous devons continuer car cela exerce indirectement une pression sur les acteurs. Nous faisons pression pour que le plafond soit plus élevé, et naturellement, des problèmes surgiront dans d'autres parties du système ».

**Wesam Ahmad,**  
Al-Haq, Palestine



« C'est un processus très important. Si la société civile n'était pas présente, le comportement que nous avons observé de la part des États, en particulier ceux contrôlés par des entreprises, et aussi de la part du président actuel, qui peut être facilement influencé par des États et des entreprises puissants, serait différent. La présence de la société civile dans la salle change la donne, car tout le monde sait maintenant que quelqu'un regarde ».

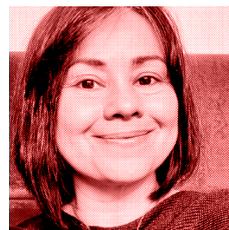
**Mary Kambo,**  
Commission des droits de l'Homme du Kenya



Les membres du Réseau DESC et d'autres organisations alliées manifestent devant la Commission des droits de l'homme des Nations unies à Genève pour réclamer un traité fort et contraignant pour mettre fin à l'impunité des entreprises. Photo : Clara Roig / FIAN International

## 5. Nouvelle bande dessinée : un outil clé d'éducation politique sur la dette et la justice climatique

Lors des réunions annuelles du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale à Marrakech (octobre 2023), les membres ont lancé notre troisième bande dessinée de la série d'éducation politique populaire « Le pouvoir des 99 % pour stopper la capture des entreprises et la dette », axée sur la dette en lien avec les soins et le climat. La co-organisation de sessions et d'actions lors du Sommet alternatif des peuples et de la Semaine mondiale d'action pour la dette, le climat et la justice économique et la collaboration avec de nouveaux alliés ont permis de garantir que la bande dessinée a été largement diffusée et a joué un rôle clé dans le plaidoyer.



« Travailler sur les bandes dessinées sur la capture des entreprises nous a permis de consolider les connaissances non seulement au niveau local, mais aussi d'avoir un contexte international. Les supports (bandes dessinées) qui ont été conçus ont été utiles dans nos exercices pédagogiques ».

**Martha Devia,**  
Comité Ambiental en Defensa de la Vida, Colombie



## 6. S'attaquer à l'économie politique de la violence

Renforcer les droits fonciers par la mise en œuvre Notre atelier de critique systémique, « Résister à l'économie politique de la violence », a donné l'occasion à 20 membres et proches alliés d'approfondir l'analyse et d'élaborer des stratégies avec d'autres personnes confrontées aux impacts de la collusion entre le crime organisé, les acteurs privés et l'État en Amérique centrale, ainsi que dans d'autres régions (juin 2023). Les membres du groupe consultatif du Système de solidarité du Réseau-DESC se sont ensuite réunis pour explorer plus en détail les manifestations de l'économie politique de la violence, ainsi que les stratégies de résistance.



« Ce fut un moment précieux pour analyser les différents niveaux d'injustice et de violence auxquels nous sommes confrontés dans nos contextes. En Colombie, nous voyons les secteurs politiques traditionnels qui ont été au pouvoir, mais nous voyons aussi un certain nombre d'acteurs privés, notamment des trafiquants de drogue. Cet atelier nous impose également la responsabilité de défendre un système qui valorise toutes les femmes et tous les Hommes, nous tous ».

**Arturo Castillo Torres,**  
Movimiento Nacional CIMARRON, Colombie

Membres du Réseau DESC lors de l'atelier « Résister à l'économie politique de la violence », Mexico, juin 2023





Miriam Miranda, coordinatrice générale de l'OFRANEH. Photo : Criterio.hn/

## 7. Se mobiliser en solidarité avec les membres confrontés à la répression

Obtenir une action de l'ONU en faveur de l'équité vaccinale. Démontrant la puissance collective du Réseau DESC, lorsque les membres du Brésil, de Colombie, du Honduras, d'Inde, du Golan syrien occupé, de Palestine, des Philippines et d'Afrique du Sud ont été confrontés à la répression et à la violence, le reste du réseau s'est mobilisé en solidarité. Pour contrer une tendance croissante aux attaques contre l'Organisation fraternelle noire du Honduras (OFRANEH), les membres se sont mobilisés pour attirer l'attention sur leur lutte. Constituant une importante reconnaissance internationale, l'OFRANEH a remporté le Prix des droits de l'Homme et des entreprises 2023. Des appels urgents aux missions diplomatiques ont suscité une attention nationale et internationale lorsque Karapatan, membre du Réseau DESC, a été confronté à un nouvel acharnement judiciaire aux Philippines et que le juge a confirmé l'acquittement de tous les défenseurs. (novembre 2023).

## 8. Unir les mouvements sociaux pour connecter les luttes et construire des alternatives



« Je pense que notre discussion sur l'inclusion a été très importante – en s'adressant aux femmes, aux jeunes et aux tribus ou groupes qui étaient souvent marginalisés. Cela a motivé mon leadership continu au sein de mon propre mouvement et a renforcé la nécessité de continuer à connecter et à construire nos mouvements ».

**Fatuma Khamis,**  
Kisumu Social Rights Association, Kenya



Regardez « Vidéo : Abahlali baseMjondolo réclame ses droits et sa dignité en Afrique du Sud » sur <https://www.escri-net.org/fr/resources/abahlali-basemjondolo/>

Plus de 20 membres de mouvements sociaux se sont réunis pour une visite de solidarité et un échange d'apprentissage co-organisé avec Abahlali baseMjondolo en Afrique du Sud, explorant de nouvelles possibilités d'agir et de faire campagne ensemble face à des crises croisées (février 2023). Une vidéo de notre visite de solidarité à la commune d'eKhenana dans nos quatre langues de travail a soutenu les efforts de solidarité en cours, notamment pour obtenir justice pour les assassinats de trois dirigeants. Abahlali a célébré un rare aperçu de justice lorsqu'un verdict de culpabilité a été rendu contre l'Homme qui a assassiné le vice-président de la commune d'eKhenana (juillet 2023).



©UNICEF Éthiopie/2022/Mulugeta Ayene

## 9. Obtenir une action de l'ONU en faveur de l'équité vaccinale

Tirant la sonnette d'alarme sur les répercussions inégales et continues de la Covid-19, ainsi que sur le risque de futures pandémies, les membres ont lancé un appel à l'action de suivi au Comité des Nations Unies pour l'élimination de la discrimination raciale (juin 2023). Faisant écho aux demandes collectives, le Comité a rendu une décision sur le manque d'accès équitable et non discriminatoire aux vaccins contre la Covid-19, appelant les États parties à renoncer aux droits de propriété intellectuelle sur les protections, vaccins, traitements ou technologies de santé contre la pandémie de Covid-19 afin de respecter pleinement les droits de l'Homme (août 2023).



« Je pense que la solidarité collective dans nos luttes peut contribuer à faire progresser la mise en œuvre ».

**Hilary Zhou,**  
Mouvement populaire pour les droits  
fonciers du Zimbabwe



Atelier de contentieux stratégique, Afrique du Sud, 2023

## 10. Renforcer les droits fonciers par la mise en œuvre

Des avocats, des mouvements sociaux et des peuples autochtones ont forgé de nouvelles collaborations et une solidarité interrégionale lors d'un atelier stratégique sur la mise en œuvre qui s'est tenu en Afrique du Sud (novembre 2023). Concrètement, les membres se sont concentrés sur les décisions fondamentales en matière de réparation et de restitution des terres ancestrales aux peuples Endorois et Ogiek rendues respectivement par la Commission africaine des droits de l'Homme et des peuples et la Cour africaine des droits de l'Homme et des peuples. Lorsque des centaines de membres de la communauté Ogiek ont été illégalement expulsés de leurs terres pendant l'atelier, les participants se sont montrés solidaires et le système de solidarité du Réseau DESC a mobilisé des actions plus larges.



## 11. Plaider pour des données centrées sur les droits humains

S'appuyant sur la Position collective sur les données pour les droits économiques, sociaux et culturels, les membres ont élaboré des documents pour vulgariser les principes des « bonnes » données, notamment des fiches d'information et une courte animation vidéo mettant en évidence les politiques autour des données. Ces efforts ont soutenu des actions de plaidoyer telles qu'un panel dirigé par les membres lors de la 75e session publique ordinaire de la Commission africaine des droits de l'Homme et des peuples (mai 2023). La Commission s'est ensuite engagée à préparer une résolution pour mandater le Groupe de travail sur les droits économiques, sociaux et culturels de mettre à jour les lignes directrices pour l'établissement des rapports des États, en s'appuyant sur la Position collective.

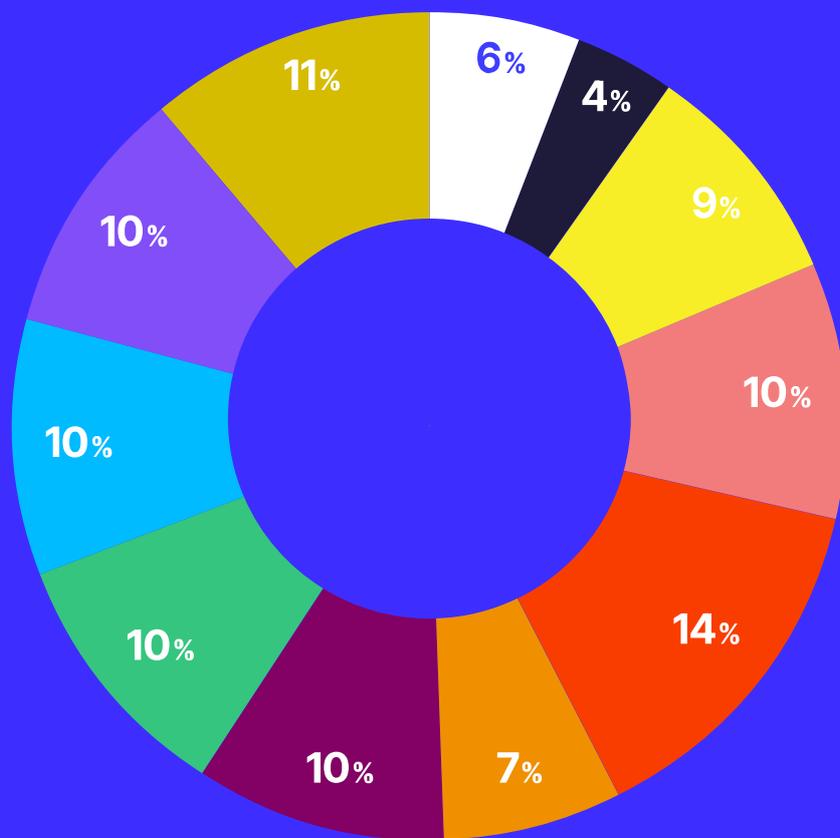


« [Nous devons] continuer à remettre en question la manière dont les relations de pouvoir existantes sont renforcées et maintenues par la production de connaissances et la manière dont cela façonne à la fois notre analyse du « problème », les solutions que nous proposons et les processus que nous utilisons pour parvenir à ces solutions ».

**Constanza Pauchulo**  
International Women's Rights Action Watch Asie-Pacifique, Régional

# Informations financières sur le Réseau-DESC

## Exercice fiscal 2023



Total des recettes : **1.057.158 us\$** / Total des dépenses : **2.411.678 us\$**

# Nos sympathisants

En se mobilisant dans des actions de solidarité, en s'engageant dans un apprentissage mutuel, en approfondissant les analyses partagées et les revendications communes et, en fin de compte, en faisant progresser l'action collective, les membres du Réseau DESC ont réalisé d'importantes avancées vers une réalité des droits de l'Homme et de la justice sociale pour tous. Le Réseau DESC remercie les nombreux membres et alliés qui ont consacré un temps et des efforts immenses au travail collectif en 2023, ainsi que ceux qui ont partagé des ressources financières pour aider à faire avancer le travail du Réseau DESC, notamment :



**OPEN SOCIETY  
FOUNDATIONS**

**THE  
SIGRID  
RAUSING  
TRUST**



**Ford  
Foundation**

**WALLACE  
GLOBAL FUND**



Réseau DESC - Le Réseau international pour les droits économiques, sociaux et culturels est un réseau dirigé par ses membres qui rassemble 300 mouvements sociaux, organisations de défense des droits de l'homme et défenseurs des droits de l'homme de 80 pays, travaillant ensemble pour réaliser le monde dont nous avons besoin : un monde où le souci des personnes et de la planète, la solidarité et l'égalité éclairent les décisions et façonnent les structures pour garantir les droits de l'homme.

Suivez-nous sur les médias sociaux @ESCR-Net



Suscríbese a nuestro Newsletter:  
<https://escr-net.ink/newsletter>

 **Réseau-DESC**

<https://www.escr-net.org/fr/>